

Décision n° 2022-020

Octroi d'une concession de terrain dans le cimetière LINARD – Concession 3621 – Emplacement Col7-Case3

Le Maire de la Ville de CHINON,

Vu la loi n° 82-213 du 2 Mars 1982 modifiée relative aux droits et libertés des communes, des départements et des régions,

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment les articles L. 2122-22, L. 2223-15, L.2223-13, L. 2223-14 et L. 2213-8,

Vu la délibération du Conseil Municipal n° 2020-044 en date du 16 juillet 2020 relative à la délégation du conseil municipal au Maire par laquelle le conseil municipal donne pouvoir au Maire pour prononcer la délivrance et la reprise des concessions dans les cimetières,

Vu la demande d'octroi de concession effectuée par **Monsieur Alain LINARD** domicilié à GROSVILLE 50340, 6 rue de l'Eglise, le 24 novembre 2021 pour une durée de **30 ans** à compter **du 24 novembre 2021 jusqu'au 24 novembre 2051**.

- DECIDE -

ARTICLE 1^{er} :

A la demande de **Monsieur Alain LINARD**, concessionnaire, de la **concession de terrain n° 3621** dans le cimetière communal de Chinon **emplacement Col7-Case3** est octroyée pour une période de **30 ans** à compter **du 24 novembre 2021 jusqu'au 24 novembre 2051**.

ARTICLE 2 :

L'octroi de la concession est accordé moyennant la somme totale de 841,00 euros, versée dans la Caisse du Receveur Municipal.

Le paiement est effectué par chèque Crédit Agricole n° 5780582.

ARTICLE 3 :

Un exemplaire de la présente décision sera adressé au concessionnaire et au Receveur municipal.

ARTICLE 4 :

Le Directeur Général des Services de la Commune est chargé de l'exécution de la présente décision.

ARTICLE 5 :

La présente décision sera inscrite au registre des décisions du Conseil Municipal et un extrait en sera affiché à la porte de l'Hôtel de Ville.

ARTICLE 6 :

Expédition de la présente décision sera adressée à la Préfecture d'Indre et Loire.

Fait à CHINON, le 29/03/2022.

Le Maire,



Jean-Luc DUPONT.

Certifié exécutoire

Publié ou notifié le 15/04/2022

M. le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte, informe que la présente décision peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif dans un délai de deux mois à compter de la présente publication par voie d'affichage.